

VRANKEN-POMMERY MONOPOLE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019



MAZARS
37 RUE RENE CASSIN
BEZANNES
CS 30009
51726 REIMS CEDEX



AUDIT & STRATEGY
REVISION CERTIFICATION
15 RUE DE LA BONNE RENCONTRE
QUINCY VOISINS
77334 MEAUX CEDEX

VRANKEN-POMMERY MONOPOLE

Siège social : 5 Place Général Gouraud 51100 REIMS

Société anonyme au capital de 134 056 275 euros

N° SIREN : 348 494 915

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019



MAZARS
37 RUE RENE CASSIN
BEZANNES
CS 30009
51726 REIMS CEDEX



AUDIT & STRATEGY
REVISION CERTIFICATION
15 RUE DE LA BONNE RENCONTRE
QUINCY VOISINS
77334 MEAUX CEDEX

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

À l'Assemblée générale de la société VRANKEN-POMMERY MONOPOLE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société VRANKEN POMMERY MONOPOLE SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 15 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation

Risque identifié

Au 31 décembre 2019, les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 342,3 M€. Les titres des filiales et les participations étrangères sont valorisés au coût historique d'acquisition. A la clôture, la société évalue ses titres à leur valeur d'utilité. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est enregistrée pour le montant de cette différence.

La valeur d'utilité est déterminée à l'aide des critères détaillés dans les « Règles et méthodes comptables », adaptés aux participations évaluées : activité développée, résultats engagés, capitaux propres et perspectives d'évolution.

Compte tenu de leur montant particulièrement significatif, des incertitudes inhérentes à certains éléments et de leur sensibilité aux prévisions de la Direction,

nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation, créances rattachées et provisions pour risques constitue un point clé de l'audit.

Notre réponse

Afin d'apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations obtenues, nous avons mis en œuvre des diligences qui ont consisté principalement à vérifier que l'estimation de ces valeurs est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des données utilisées et, selon les titres concernés, à :

- comparer les données utilisées dans la réalisation des tests de dépréciation des titres de participation avec les données comptables et le cas échéant les projections de flux de trésorerie de la Direction;
- vérifier l'exactitude arithmétique des valeurs d'utilité retenues par la société ;
- apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres de participation ;
- vérifier la comptabilisation d'une provision pour risques dans les cas où la société est engagée à supporter les pertes d'une filiale présentant des capitaux propres négatifs.

Enfin, nous avons évalué le contenu des informations communiquées dans les « Règles et méthodes comptables » et dans la note 14 de l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration arrêté le 15 avril 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des

comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du Code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société VRANKEN-POMMERY MONOPOLE par l'Assemblée générale du 5 juin 2019.

Au 31 décembre 2019, le cabinet MAZARS était dans la 25^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Audit & Strategy Révision Certification dans la 19^{ème} année, dont respectivement la 22^{ème} et la 19^{ème} année depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Quincy Voisin et à Bezannes, le 15 avril 2020

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

AUDIT & STRATEGY, REVISION
CERTIFICATION

MICHEL BARBET-MASSIN

LAURENCE VERSAILLE

Comptes sociaux

Compte de résultat au 31 décembre 2019

En K€	Note annexe	2019	2018
Chiffre d'affaires	1	273 693	340 803
Production stockée		-	-
Production immobilisée		92	92
Production de l'exercice		273 785	340 895
Consommation de l'exercice	2	- 260 811	- 326 383
Valeur ajoutée		12 974	14 512
Subventions d'exploitation		674	478
Impôts et taxes	3	- 687	- 935
Charges de personnel	4	- 12 236	- 13 030
Excédent brut d'exploitation		725	1 025
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges	5	1 635	1 596
Dotations aux amortissements et provisions	6	- 1 144	- 1 228
Autres produits d'exploitation	7	621	284
Autres charges d'exploitation	8	- 1 113	- 1 300
Résultat d'exploitation		724	377
Charges et Produits financiers	9	4 860	3 274
Résultat courant avant impôts		5 584	3 651
Charges et Produits exceptionnels	10	- 5 814	- 4 780
Impôts sur les bénéfices	11	1 903	2 732
Résultat net comptable		1 673	1 603

Bilan au 31 décembre 2019

Actif

En K€	Note annexe	2019	2018
Immobilisations incorporelles	12	1 161	1 156
Immobilisations corporelles	13	4 675	4 740
Immobilisations financières	14	368 686	369 704
Actif immobilisé		374 522	375 600
Stocks et en-cours	15	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	16	559	926
Clients et comptes rattachés	16	61 284	70 787
Autres créances	16	265 553	276 856
Valeurs mobilières de placement	17	1 256	1 457
Disponibilités	18	3 400	22 500
Actif circulant		332 052	372 526
Comptes de régularisation	19	4 569	2 997
Total de l'actif		711 143	751 123

Passif

En K€	Note annexe	2019	2018
Capital		134 056	134 056
Primes d'émission		45 013	45 013
Réserves		29 558	29 486
Report à nouveau		77 256	82 827
Résultat de l'exercice		1 673	1 603
Subventions d'investissements		-	-
Capitaux propres	20	287 556	292 985
Provisions pour risques et charges	21	761	1 048
Dettes	22	422 584	457 037
Comptes de régularisation	23	242	53
Total du passif		711 143	751 123

Annexe des comptes sociaux au 31 décembre 2019

Faits caractéristiques de l'exercice

Le chiffre d'affaires de l'exercice de la Société s'est inscrit en baisse de 19,69%, à 273.693 K€ contre 340.803 K€ en 2018, cette baisse est exclusivement entraînée par la réduction des ventes Champagne et Porto dans le réseau Off-Trade France. Elle fait suite à l'application au 1er janvier 2019 de la Loi EGALIM (régulation des promotions en grande distribution française), qui modifie profondément les promotions traditionnelles incitatives à la vente.

Lors du second semestre 2019, la Société, a acquis 9 actions de la société L'EXCELLENCE ET LES GRANDS SAVOIR-FAIRE, portant ainsi sa participation de 24,75% à 26,04% du capital.

Règles et méthodes comptables

Les états financiers ont été établis en conformité avec le nouveau règlement n°18-01 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'approche par composants

Pour se conformer aux réglementations comptables régies par l'article 214-9 du nouveau PCG 2016, la Société a mis en application à compter du 1er janvier 2005, l'approche par composants pour l'inscription des immobilisations à l'actif.

Pour mémoire, la méthode rétrospective a été retenue (comme si la nouvelle méthode comptable avait toujours été appliquée) pour valoriser l'ensemble de ses immobilisations au 1er janvier 2005. L'impact de la mise en application des nouvelles règles avait été constaté directement dans les capitaux propres de la société au 31/12/2005.

A noter également qu'un amortissement dérogatoire est comptabilisé lorsque la durée réelle d'utilisation préconisée en comptabilité est supérieure à la durée d'usage admise en fiscalité comme le prévoit l'article 39 1 2° du CGI. Si au contraire, la durée réelle d'utilisation est inférieure à la durée d'usage, on réintègre fiscalement l'amortissement non admis.

Immobilisations incorporelles

Celles-ci répondent aux critères définis par l'article 211-5 du nouveau PCG 2016. Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production. La société amortit sur la durée réelle d'utilisation du bien.

Frais d'établissement

Néant.

Frais de recherche et développement

En application de l'article 212-3 du nouveau PCG 2016, les coûts engagés lors de la phase de recherche sont enregistrés en charges. Les coûts engagés lors de la phase de développement sont comptabilisés à l'actif s'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale.

Marques et modèles

Les marques acquises auprès des tiers sont comptabilisées à l'actif à leur coût d'acquisition.

Fonds commercial

Les fonds de commerce ne font pas l'objet d'un amortissement. Chaque année, un test de valeur est réalisé et les éventuelles dépréciations constatées.

Mali de fusion

En 2014, la Transmission Universelle de Patrimoine avec la société DOURO INVEST avait généré un mali technique de 1 504 K€, comptabilisé en immobilisation incorporelle. En 2015, la Société avait également comptabilisé en immobilisation incorporelle, un mali technique de 6 477 K€ suite à la Transmission Universelle de Patrimoine avec la société CAMARGUAISE DE PARTICIPATIONS.

En 2016, en application des nouvelles règles comptables, la Société a affecté ces malis techniques aux actifs sous-jacents sur lesquels portaient ces plus-values latentes, soit à des titres de participation.

Les durées d'amortissement selon le mode linéaire sont les suivantes:

Postes	Durée
Frais de recherche et développement de marchés	3 ans
Concessions, brevets, licences et droits similaires	2 à 5 ans

Annexe des comptes sociaux au 31 décembre 2019

Immobilisations corporelles

Dans la pratique, la Société ne décompose les éléments que si le bien a une valeur significative d'au moins 500 € et s'il représente au moins 10% du prix de revient pour un bien meuble et 1% pour un bien immeuble.

-les biens non décomposés sont évalués à leur coût d'acquisition. La base amortissable de ces biens est la base brute (sans tenir compte de la valeur résiduelle), et la durée d'amortissement est la durée réelle d'utilisation du bien.

-les biens décomposés sont évalués au prix de revient (coût d'acquisition de l'immobilisation-les rabais, remises et ristournes + les coûts de mise en état du bien + les intérêts courus sur emprunts + les frais d'acquisition de l'immobilisation) répartis en une structure amortie sur la durée d'usage, et des composants, amortis sur la durée réelle d'utilisation.

Les durées d'amortissement sont les suivantes:

Postes	Mode	Durée
Plantations	Linéaire	17 ans
Agencements	Linéaire	3 à 17 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 8 ans
Installations générales	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	1 à 7 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire / Dégressif	1 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	1 à 10 ans

La dotation aux amortissements est comptabilisée dans un compte de charges d'exploitation de dotations aux amortissements.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

Les titres des filiales et participations étrangères sont valorisés au coût historique d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres est déterminée par référence à l'activité développée, aux résultats dégagés, aux capitaux propres et aux perspectives d'évolution.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute en fin d'exercice une provision pour dépréciation est constituée.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées à la valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques prud'homaux constatées sont déterminées sur la base des sommes réclamées et en fonction du caractère probable des coûts associés.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre valeur à la date d'opération. Les dettes et créances en devises figurent au bilan pour leur contre valeur au cours de fin d'exercice; les différences d'actualisation sont portées en écart de conversion.

Charges à répartir

Ce poste ne comprend que les frais d'émission des emprunts.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte, non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise, mais également de ceux représentant un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

Actions propres

Figurent au poste Valeurs Mobilières de Placement, les actions Vranken-Pommery Monopole détenues dans le cadre de la régulation des cours.

Le résultat de ces opérations est comptabilisé en charges et produits exceptionnels.

Une provision pour dépréciation est constatée dès lors que le cours de bourse est inférieur à la valeur nette des actions propres détenues.

Evènements post-clôture

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a qualifié, le 30 janvier 2020, l'épidémie du COVID-19 apparue en Chine, d'urgence de santé publique de portée internationale. Elle l'a classée, le 11 mars 2020, en pandémie mondiale. Dans les différents pays confrontés à cette épidémie, les pouvoirs publics ont pris au cours du premier trimestre 2020 des mesures sanitaires (confinements, interdiction de rassemblement, etc.) et économiques avec la fermeture de certaines activités. En France, ces mesures ont été adoptées en mars 2020 avec la promulgation de l'état d'urgence sanitaire.

L'Autorité des Normes Comptables, dans son communiqué du 2 avril 2020 a considéré que :

- l'épidémie de COVID-19 est un événement qui n'a acquis une ampleur internationale qu'en 2020,
- l'établissement des comptes selon le principe de continuité d'exploitation n'est pas remis en cause par des événements ayant pris naissance après la clôture de l'exercice,
- les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2019 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

Dans le cadre de la pandémie Covid-19, la Société a pris toutes les mesures possibles pour préserver sa liquidité face au risque de baisse importante de son chiffre d'affaires, en s'inscrivant dans les dispositifs d'accompagnement mis en place par le Gouvernement :

- maintien des activités essentielles dans le respect des directives gouvernementales et de l'interprofession,
- généralisation du télétravail,
- arrêt des déplacements non indispensables,
- arrêt des dépenses de représentation,
- mise en place du chômage partiel sur l'ensemble du groupe,
- mise en place du dispositif de garde d'enfants,
- demande de report des échéances de prêts bancaires,
- demande de report des cotisations sociales,
- demande de report des impôts et taxes.

A ce jour et compte tenu de l'imprévisibilité de l'évolution de cette crise et de ses conséquences, la Société n'est pas en mesure d'en évaluer les impacts à la date d'établissement des comptes.

La Société étudie par ailleurs les solutions de financement garanties par l'Etat français à travers BPI France en fonction de ses anticipations sur d'éventuels besoins de trésorerie à venir, qui dépendent essentiellement de la durée de l'arrêt de l'activité économique en Europe et dans le Monde.

Pour compléter l'ensemble de ces mesures, lors de son Assemblée Générale du 4 juin, Vranken-Pommery Monopole proposera de ne pas distribuer de dividende en 2020.

Notes sur les comptes annuels au 31 décembre 2019

Note 1. Chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires en K€	France	Export	2019
Champagne	96 391	114 983	211 374
Porto	2 959	69	3 028
Vins de Provence et de Camargue	4 541	6 147	10 688
Autres	629	1 430	2 059
Ventes de marchandises	104 520	122 629	227 149
Prestations de services intra-groupe	42 300	94	42 394
Autres	4 112	38	4 150
Prestations de services et autres	46 412	132	46 544
Chiffre d'affaires	150 932	122 761	273 693

Variation du chiffre d'affaires en K€	2019	2018	Variation
Champagne	211 374	271 771	- 60 397
Porto	3 028	5 558	- 2 530
Vins de Provence et de Camargue	10 688	10 313	375
Autres	2 059	4 448	- 2 389
Ventes de marchandises	227 149	292 090	- 64 941
Prestations de services intra-groupe	42 394	44 230	- 1 836
Autres	4 150	4 483	- 333
Total des prestations de services et autres	46 544	48 713	- 2 169
Chiffre d'affaires	273 693	340 803	- 67 110

Le chiffre d'affaires de la Société s'est inscrit en baisse de 19,69% à 273 693 K€ en 2019 contre 340 803 K€ en 2018, cette baisse essentiellement due à l'impact de la loi Egalim (cf Faits caractéristiques de l'exercice).

Note 2. Consommation de l'exercice

En K€	2019	2018
Achats	211 378	237 748
Variations de stocks	-	-
Autres achats et charges externes	49 433	88 635
Total	260 811	326 383

Note 3. Impôts et taxes

En K€	2019	2018
Impôts et taxes sur rémunérations	292	529
CET et taxe foncière	281	280
Contribution sociale de solidarité	42	50
Autres impôts et taxes	72	76
Total	687	935

Note 4. Charges de personnel

En K€	2019	2018
Salaires & traitements	8 226	8 738
Charges sociales	3 720	3 867
Intéressement des salariés	290	425
Total	12 236	13 030

Note 5. Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges

En K€	2019	2018
Reprise de provisions - Créances douteuses *	515	891
Transfert de charges d'exploitation **	908	417
Transfert de charges de personnel	212	288
Total	1 635	1 596

* La Société a décidé de reprendre les provisions constituées sur des créances litigieuses antérieures à 5 ans et parallèlement de comptabiliser ces créances en irrécouvrable du fait de leur ancienneté (cf note 8).

** Le poste transfert de charges d'exploitation est essentiellement composé des frais d'émission de l'emprunt obligataire de 145 M€ renouvelé en Juin 2019 (828 K€).

Note 6. Dotations aux amortissements & provisions

En K€	2019	2018
Immobilisations	633	765
Charges à étaler	218	161
Amortissements	851	926
Stocks	-	-
Créances	165	211
Risques & Charges *	128	91
Provisions	293	302
Total	1 144	1 228

* Les dotations pour risques et charges sont afférentes aux écarts de conversion actif.

Note 7. Autres produits d'exploitation

En K€	2019	2018
Indemnités SFAC	152	99
Refacturation crédit-bail	173	-
Différences positives de change *	197	146
Autres produits d'exploitation	99	39
Total	621	284

* Les écarts de change issues de créances et dettes commerciales sont comptabilisés en résultat d'exploitation depuis le 01/01/2018.

Note 8. Autres charges d'exploitation

En K€	2019	2018
Charges diverses de gestion courante	128	105
Achats crédit-bail	173	-
Différences négatives de change	205	81
Créances irrécouvrables	607	1 114
Total	1 113	1 300

Note 9. Charges & produits financiers

Produits financiers en K€	2019	2018
Produits financiers de participations	5 093	5 338
Autres intérêts et produits assimilés *	9 822	8 024
Reprises financières sur amortissements et provisions **	1 062	1 861
Différences positives de change	49	276
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total	16 026	15 499

* Les autres intérêts et produits assimilés sont essentiellement composés des intérêts des comptes courants groupe (6 028 K€, contre 2 850 K€ en 2018) et de refacturation groupe (3 791 K€, contre 5 157 K€ en 2018)

** Dont 153 K€ de reprises de provisions sur les titres groupe et hors groupe, 4 K€ de reprises de provisions sur valeurs mobilières de placement, 751 K€ de reprises de provisions pour risques de change relatives aux écarts de conversion de 2018 et 158 K€ de reprises de provisions sur instruments financiers.

Charges financières en K€	2019	2018
Dotations financières aux amortissements et provisions *	796	1 017
Intérêts et charges assimilés	10 309	11 098
Différences négatives de change	61	110
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total	11 166	12 225

* En 2019, les dotations financières sont essentiellement composées de provisions pour risques de change (364 K€, contre 751 K€ en 2018), de provisions sur les instruments financiers pour 38 K€ et de provisions sur les titres (220 K€, contre 108 K€ en 2018) et 174 K€ de dotations sur valeurs mobilières de placement.

Note 10. Charges & produits exceptionnels

Produits exceptionnels en K€	2019	2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion *	1 136	254
Produits de cessions d'éléments d'actif	13	15
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	1	26
Reprise sur provisions et transferts de charges	128	131
Total	1 278	426

Charges exceptionnelles en K€	2019	2018
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion **	6 858	4 834
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés ***	13	223
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	39	21
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	182	128
Total	7 092	5 206

* Les produits exceptionnels sur opérations de gestion de 2019 sont essentiellement composés de refacturation groupe (1 136 K€).

** Les charges exceptionnelles sur opérations de gestion comprennent principalement un soutien commercial envers ses filiales pour un montant de 5 330 K€.

*** Les valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés de 2018 étaient essentiellement composées de la sortie des titres de la filiale VRANKEN-POMMERY E.O. (200 K€).

Note 11. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices (hors effets liés à l'intégration fiscale)

Ventilation en droit habituel en K€	2019	2018
Résultat courant		
Avant Impôt	5 584	3 651
Impôt	- 23	- 566
Après Impôt	5 607	4 217
<i>Dont dividendes reçus</i>	4 687	4 975
Résultat exceptionnel		
Avant Impôt	- 5 814	- 4 780
Impôt	-	-
Après Impôt	- 5 814	- 4 780
Résultat comptable		
Avant Impôt	- 230	- 1 129
<i>Régularisations diverses</i>	-	-
-	230	1 129
Impôt *	- 23	- 566
<i>Régularisations diverses</i>	-	-
-	23	566
Après Impôt	- 207	- 563

* Crédits d'impôts compris

Depuis l'exercice 1999, la S.A. VRANKEN-POMMERY MONOPOLE est la société mère du groupe intégré fiscalement constitué par les filiales françaises. La convention d'intégration fixe les modalités de répartition de la charge d'impôt entre les sociétés membres du périmètre de la manière suivante :

- les charges d'impôt sont supportées par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration ;
- les économies d'impôt réalisées par le groupe intégré sont conservées chez la société mère et sont considérées comme un gain immédiat de l'exercice .

En 2019, la S.A. VRANKEN-POMMERY MONOPOLE en sa qualité de société mère a comptabilisé un produit global d'impôt de 1 903 K€, crédits d'impôts inclus. Le produit d'impôt propre à la Société en l'absence d'intégration fiscale s'élève à 23 K€ , soit un gain global de 1 880 K€.

La ventilation de l'impôt ci-dessus entre le résultat courant et exceptionnel est effectuée sur la base de l'impôt propre de la Société en l'absence d'intégration.

La ventilation compte tenu de l'économie d'impôt liée à l'intégration fiscale est :

Ventilation en droit intégré en K€		2019	2018
Résultat comptable	Avant Impôt	- 230	- 1 129
	Impôt	- 1 903	- 2 732
	Régularisations diverses	-	-
	Après Impôt	1 673	1 603

Incidences des dispositions fiscales

Dette future d'impôt en K€	Base	Impôt 28%	Impôt 33,33%
Accroissements :	492	138	
Déductions diverses	492		
Allègements :	1 571	140	357
Provisions et charges à payer	1 266		
Réintégrations diverses	238		
Oeuvres d'art d'artistes vivants	67		

Les filiales entrant dans le périmètre d'intégration fiscale sont les suivantes :

Liste des filiales du périmètre d'intégration fiscale	Siret	Taux de détention directe et indirecte
S.A.S. Champagne Charles LAFITTE	32 825 159 000 050	100,00%
S.A.S. HEIDSIECK & C° Monopole	33 850 904 500 047	100,00%
S.A.S. VRANKEN-POMMERY PRODUCTION	33 728 091 100 120	100,00%
S.A.S. VRANKEN-POMMERY VIGNOBLES	31 420 812 500 067	99,84%
S.C.E.V. Champagne René LALLEMENT	41 529 902 300 028	99,95%
S.A.S. B.M.T. Vignobles	35 342 239 700 045	99,84%
S.C.I. Des Vignes d'Ambruyère	32 241 639 700 030	99,58%
S.C.I. Les Ansinges Montaigu	39 836 298 800 030	99,99%
S.A.S. GRANDS DOMAINES DU LITTORAL	72 204 117 500 034	96,50%
S.A.S. POMMERY	44 199 013 200 025	100,00%
S.A.S. HDC	58 204 422 800 085	100,00%
S.A.S. GV COURTAGE	38 271 056 400 032	100,00%
S.C. DU PEQUIGNY	41 002 513 400 025	94,94%
S.C.E.V. des Vignobles VRANKEN	41 122 490 000 018	98,00%

Note 12. Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes en K€	Au 01/01/2019	Acquisitions	Sorties	Virements	Au 31/12/2019
Frais de recherche et de développement	503	-	-	-	503
Frais de recherche et de développement	503	-	-	-	503
Marques, modèles	37	-	-	-	37
Logiciels	8 167	151	1	190	8 507
Autres droits	30	-	-	-	30
Concessions, brevets et autres droits	8 234	151	1	190	8 574
Fonds commercial	381	-	-	-	381
Autres immobilisations incorporelles	257	127	-	- 154	230
Total	9 375	278	1	36	9 688

Le poste fonds commercial se compose d'une clientèle acquise.

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels en cours de développement (230 K€).

Amortissements en K€	Au 01/01/2019	Dotations	Diminutions	Au 31/12/2019
Frais de recherche et de développement	503	-	-	503
Concessions, brevets et autres droits	7 716	309	1	8 024
Total	8 219	309	1	8 527

Certaines marques créées sont amorties sur la durée de leur protection soit 10 ans. Les logiciels sont amortis sur 2 à 5 ans.

Note 13. Immobilisations corporelles

Valeurs brutes en K€	Au 01/01/2019	Acquisitions	Sorties	Virements	Au 31/12/2019
Plantations	27	-	-	-	27
Agencement, aménagement constructions	3 331	140	14	40	3 497
Matériel et outillage	146	1	-	-	147
Installations générales	387	6	-	129	522
Matériel de transport	245	2	-	-	247
Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 594	147	-	-	4 741
Immobilisations sur constructions en cours	254	-	-	- 206	48
Autres immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-
Avances sur autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-
Total	8 984	296	14	- 37	9 229

Le solde de 37 K€ de virements des immobilisations corporelles a été viré en immobilisations incorporelles.

Amortissements en K€	Au 01/01/2019	Dotations	Diminutions	Virements	Au 31/12/2019
Plantations	27	-	-	-	27
Agencement, aménagement constructions	2 029	221	14	-	2 236
Matériel et outillage	140	4	-	-	144
Installations générales	239	28	-	-	267
Matériel de transport	221	13	-	-	234
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 588	58	-	-	1 646
Total	4 244	324	14	-	4 554

Note 14. Immobilisations financières

Valeurs brutes en K€	Au 01/01/2019	Acquisitions	Sorties	Virements	Réévaluations **	Au 31/12/2019
Titres de participations	345 470	1	-	-	-	345 471
Créances rattachées à des participations *	26 339	-	1 600	-	619	25 358
Autres titres immobilisés	8	-	-	-	-	8
Prêts & autres immobilisations financières **	898	41	13	-	-	926
Total	372 715	42	1 613	-	619	371 763

* Les créances rattachées à des participations correspondent principalement à des créances commerciales des filiales CHARBAUT AMERICA (8 189 K€), VRANKEN-POMMERY JAPAN (4 472 K€), VRANKEN-POMMERY UK (4 889 K€) et VRANKEN-POMMERY AUSTRALIA (4 001 K€) converties au taux de clôture, soit pour un montant total de 21 552 K€.

Ces créances sont réévaluées chaque année au taux de clôture.

La sortie de 1 600 K€ de créance rattachée à des participations correspond à un remboursement de la filiale CHARBAUT AMERICA, ce qui ne génère pas de plus ou moins value (cf 2059 A de la liasse fiscale).

** Les autres immobilisations financières sont composées de dépôts et cautionnements pour 463 K€, d'un fond de garantie de 460 K€ sur des emprunts et de prêts aux associés pour 2 K€ provenant de la T.U.P. de la société CAMARGUAISE DE PARTICIPATIONS en 2015.

Provisions en K€	Au 01/01/2019	Dotations	Diminutions	Au 31/12/2019
Titres de participations	3 011	219	153	3 077
Total	3 011	219	153	3 077

Les dotations aux provisions sur les titres de participations portent sur les titres de VP Australia pour 69 K€ et les titres de GV COURTAGE pour 150 K€.

Les reprises de provisions concernent les titres de CHARBAUT AMERICA INC. pour 106 K€, les titres de VRANKEN-POMMERY Japan pour 34 K€, les titres de VRANKEN POMMERY Italia pour 9 K€ et les titres de L'EXCELLENCE DES GRANDS SAVOIR-FAIRE pour 4 K€.

Tableau des filiales et participations

En K€	Capital *	Capitaux propres autres que le capital **	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur brute des titres détenus par la société	Valeur nette des titres détenus par la société	Prêt et avances consenties par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffres d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
Filiales										
SAS CHAMPAGNE CHARLES LAFITTE	10 170	2 424	100,00%	25 243	25 243	1 300	0	1 077	1 519	900
SAS VRANKEN-POMMERY VIGNOBLES	7 497	1 912	99,84%	12 301	12 301	8 634	131	6 585	344	742
SAS VRANKEN-POMMERY PRODUCTION	70 550	-7 289	100,00%	143 174	143 174	194 614	11 264	218 802	-4 036	0
SAS HEIDSIECK & C° MONOPOLE	7 000	1 262	100,00%	7 318	7 318	217	0	0	513	933
SAS POMMERY	10 125	1 510	100,00%	13 300	13 300	10 078	0	2 975	138	1 035
SAS GV COURTAGE	40	99	100,00%	763	321	24	0	198	62	138
SAS HDC	1 538	3 695	100,00%	32 120	32 120	5 432	0	437	399	0
SC DU PEQUIGNY	-29	0	99,94%	1 045	1 045	508	0	50	11	0
SAS GRANDS DOMAINES DU LITTORAL	41 280	9 934	96,50%	57 833	57 833	2 449	0	26 857	1 218	1 186
VRANKEN-POMMERY Deutschland & Österreich GmbH	3 725	536	100,00%	7 855	7 855	0	15 500	43 728	14	0
CHARBAUT AMERICA INC.	2 605	-1 674	100,00%	1 935	1 362	2 043	3 500	11 419	2	0
VRANKEN POMMERY BENELUX SA	2 534	1 398	99,99%	2 688	2 688	0	489	10 455	45	0
ROZES SA	15 000	8 641	93,32%	23 248	23 248	0	6 289	9 532	323	0
VRANKEN POMMERY U.K. LTD	3 550	-2 421	97,78%	3 476	3 476	0	35	7 386	3	0
VRANKEN POMMERY SUISSE SA	808	1 094	100,00%	730	730	0	0	4 630	11	0
QUINTA DO GRIFO	3 925	1 001	100,00%	7 327	7 327	0	1 294	993	115	0
VRANKEN-POMMERY JAPAN Co. LTD	632	217	95,00%	908	818	0	0	4 526	0	0
VRANKEN POMMERY ITALIA SPA	640	10	100,00%	1 124	679	0	0	9 816	3	0
VPL SA	63	6	62,00%	444	444	1 596	0	427	-16	0
VRANKEN-POMMERY AUSTRALIA PTY LTD	1 437	-1 054	100,00%	1 447	455	0	0	3 280	15	0
Participations										
SADEVE SA***	3 434	-267	11,34%	1 117	635	0	0	1 186	102	0
SAS L'EXCELLENCE ET LES GRANDS SAVOIR-FAIRE	348	-275	26,04%	74	19	0	0	53	14	0
Renseignements globaux										
		20 759								
Filiales françaises (ensemble)				293 097	292 655	223 256	11 395			4 934
Filiales étrangères (ensemble)				51 182	49 082	3 639	27 107			0
Participations dans les sociétés françaises (ensemble)				74	19	0	0			0
Participations dans les sociétés étrangères (ensemble)				1 117	635	0	0			0

* Converti au taux historique

** Convertis au taux de clôture

*** Sur la base des comptes clos au 31/12/2018

Note 15. Stocks

Néant.

Note 16. Créances

Valeurs nettes en K€	2019	2018
Avances et acomptes versés sur commandes *	559	926
Clients et comptes rattachés **	61 284	70 787
Fournisseurs et comptes rattachés	15 532	51 115
Personnel et comptes rattachés	150	197
Etat et comptes rattachés	9 059	13 533
Groupe et associés ***	229 230	199 821
Débiteurs divers ****	11 581	12 190
Autres créances diverses	265 553	276 856
Total	327 396	348 569

* Il s'agit essentiellement d'avances sur des budgets publi-promotionnels faites à des clients importants.

** dont cessions de créances déduites

60 667

70 834

** dont créances représentées par des effets de commerce

149

112

*** dont créances sur les filiales liées au régime d'intégration fiscale

1 773

1 612

*** dont créances sur les filiales liées au régime de consolidation de TVA

9 779

7 963

**** dont fond de garantie lié aux cessions de créances clients

15

1 733

**** dont réserve de financement liée aux cessions de créances clients

-

448

**** dont compte de compensation et d'ajustement lié aux cessions de créances clients

11 559

9 894

Provisions en K€	2019	2018
Clients et comptes rattachés	637	896
Instruments Financiers	38	158
Total	675	1 054

Les comptes clients font l'objet d'une dépréciation systématique dès lors que toutes les procédures de recouvrement sont épuisées.

Dans la gestion du risque de taux, la Société utilisait un instrument financier tel que SWAP de taux.

Or, cet instrument n'a plus de sous-jacent. Il est donc provisionné à 100%.

Produits à recevoir en K€	2019	2018
Créances Clients		
Clients et comptes rattachés	26 438	28 767
Autres créances		
Fournisseurs, avoirs à recevoir	15 303	51 115
Personnel et comptes rattachés	144	183
Etat et comptes rattachés	71	113
Groupe et associés	-	-
Créances diverses	-	113
Disponibilités	-	1
Total	41 956	80 292

Échéance des créances

Toutes les créances sont à échéance de moins d'un an.

Note 17. Valeurs mobilières de placement

Valeurs nettes en K€	2019	2018
Actions propres	1 256	1 457
Autres valeurs mobilières de placement	-	-
Total	1 256	1 457

Les rachats d'actions sont opérés en vue d'animer les cours de bourse.

Note 18. Disponibilités

Valeurs nettes en K€	2019	2018
Comptes bancaires	3 400	22 499
Produits à recevoir	-	1
Total	3 400	22 500

Comptes en devises

Les disponibilités en devises (hors pays de l'union monétaire européenne) sont converties en euros sur la base du dernier cours de change. Leur montant s'élève à 161 K€ au 31 décembre 2019.

Note 19. Comptes de régularisation actif

Charges à étaler en K€	Au 01/01/2019	Augment.	Dotations	Changem. méthode	Au 31/12/2019
Frais émission d'emprunt	468	828	218	-	1 078
Total	468	828	218	-	1 078

Les frais d'émission d'emprunt sont amortis sur la durée des emprunts et la dotation fait l'objet d'une réintégration fiscale.

En K€	2019	2018
Charges constatées d'avance	2 999	1 687
D'exploitation	2 999	1 687
Financières	-	-
Écarts de conversion actif	492	842
Total	3 491	2 529

Les écarts de conversion actif ont fait l'objet d'une provision pour risques et charges au passif du bilan.

Note 20. Capitaux propres**Variation des capitaux propres**

Résultat de l'exercice en €	2019	2018
Résultat comptable	1 672 731	1 602 944
Nombre d'actions	8 937 085	8 937 085
Par action en €	0,19	0,18
Dividendes proposés	-	7 149 668
Nombre d'actions	8 937 085	8 937 085
Par action en €	-	0,80

Tableau des variations des capitaux propres de l'exercice	En K€
Capitaux propres à la clôture de l'exercice précédent avant affectations	291 383
Affectation du résultat à la situation nette par l'assemblée générale	1 603
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	292 986
Variations en cours d'exercice :	
Variation du capital	-
Variation des primes liées au capital	-
Autres variations *	48
Dividendes	- 7 150
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice avant l'assemblée générale	285 884
Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice	- 7 102
Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure	- 7 102

* Cette variation correspond aux dividendes perçus sur les actions propres détenues pour 48 K€ .

Affectation du résultat 2018	En Euros
Le résultat de l'exercice précédent a été affecté comme suit :	
- report à nouveau	- 5 618 954,02
- distribution de dividendes	7 149 668,00
- Réserve légale	
- Autres réserves	72 229,68
Résultat	1 602 943,66

Notes complémentaires

Nombres d'actions successifs et variations du capital	Nombre de titres	En €uros	
		Valeur nominale des titres	Impact sur le capital
A l'ouverture de l'exercice	8 937 085	15,00	134 056 275
A la clôture de l'exercice	8 937 085	15,00	134 056 275

Titres auto-détenus	Nombre de titres
A l'ouverture de l'exercice	61 022
A la clôture de l'exercice	61 990

Composition du capital social	A l'ouverture de l'exercice	Reclas-sement	A la clôture de l'exercice	Créées pendant l'exercice	Rembours. pendant l'exercice	Valeur nominale
Actions ordinaires	2 450 447	- 905	2 449 542	-	-	15
Actions à droit de vote double	6 486 638	905	6 487 543	-	-	15
Total	8 937 085	-	8 937 085	-	-	15

Note 21. Provisions pour risques et charges

Valeur en K€	2019	2018
Provisions pour pertes de changes hors groupe	-	12
Provisions pour pertes de changes groupe	492	830
Provision pour risque clients	182	128
Provision pour médaille du travail *	87	78
Total	761	1 048
Dotations	683	975
Reprises utilisées	-	-
Reprises non utilisées	970	1 368

*Conformément aux réglementations comptables, la provision pour médailles du travail est comptabilisée . Elle n'est plus mentionnée en engagement hors bilan.

L'évaluation des médailles du travail a été réalisée par un expert indépendant. Le taux de revalorisation retenu est de 1%.

Risque de Change :

Dans la gestion du risque de change, la Société utilise des instruments financiers de type change à terme. Au 31 décembre 2019, la Société n'a pas d'instrument financier de couverture de change.

Note 22. Dettes

Détail des dettes en K€	2019	2018
Autres emprunts obligataires	220 000	200 000
Intérêts courus	3 874	3 991
Autres emprunts obligataires	223 874	203 991
Emprunts auprès des établissements de crédit	23 118	26 158
Crédits de trésorerie et découverts	13 881	13 741
Intérêts courus	327	355
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	37 326	40 254
Groupe et associés *	35 466	40 671
Autres dettes financières diverses	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	35 466	40 671
Avances et acomptes reçus sur commandes	46	11
Dettes fournisseurs et comptes rattachés **	106 794	142 000
Dettes fiscales et sociales	14 485	20 073
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	4 593	10 037
Total	422 584	457 037

* dont dettes sur les filiales liées au régime d'intégration fiscale 60 280

* dont dettes sur les filiales liées au régime de consolidation de TVA 9 3

** dont dettes représentées par des effets de commerce - -

Variations du capital des emprunts en K€	Au 01/01/2019	Souscrit	Remboursé	Au 31/12/2019
Autres emprunts obligataires*	200 000	145 000	125 000	220 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	26 158	-	3 040	23 118
Crédits de trésorerie et découverts	13 741	140	-	13 881
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit *	39 899	140	3 040	36 999

* hors intérêts courus

Échéances des dettes

Échéance des emprunts en K€	A moins d'un an	A plus d'un an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Autres emprunts obligataires*	-	125 000	95 000	220 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 714	20 404	-	23 118
Crédits de trésorerie et découverts	13 881	-	-	13 881
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit *	16 595	20 404	-	36 999

* hors intérêts courus

Toutes les autres dettes sont à échéance à un an au plus.

Charges à payer en K€	2019	2018
Autres emprunts obligataires	3 874	3 991
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	327	355
Emprunts et dettes financières divers	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 664	32 707
Dettes fiscales et sociales	1 888	2 190
Autres dettes	4 438	9 896
Total	33 191	49 139

Dettes garanties par des sûretés réelles en K€	2019	2018
Nantissement de créances professionnelles	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-
Total	-	-

La Société n'a plus de dette garantie par des sûretés réelles depuis 2017.

Engagements donnés en K€	2019	2018
Avais et cautions (1)	38 699	35 433
Cession de créances clients	-	-
Engagement de couverture de change	-	-
Engagement de couverture de taux	-	-
Engagements crédits baux et locations longue durée	313	188
Intérêts sur emprunts non échus	39 653	22 318
Engagements en matière de pension et frais médicaux	3 975	2 929
<i>(1) dont engagements intragroupes</i>	38 699	35 433

Les principaux paramètres 2019 pour l'évaluation actuarielle de ces engagements sont :

Age du départ à la retraite	67 ans pour les Cadres et l'Age Taux plein pour les Non Cadres
Taux de revalorisation des salaires	1,50%
Taux de revalorisation des cotisations médicales	1,50%
Taux de charges sociales	45,23%
Taux d'actualisation	0,80%

Ces paramètres ont été définis à partir de recommandations d'un expert indépendant.

Engagements reçus en K€	2019	2018
Sûreté réelle (1)	390	572
Clause de retour à meilleur fortune (1)	8 634	8 629
Engagement de couverture de change	-	-
Total	9 024	9 201
<i>(1) dont engagements intragroupes</i>	8 634	8 629

Crédit-bail et Location longue durée**Immobilisations en crédit-bail et location longue durée (en K €)**

Immobilisations		Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Totaux
Coût d'entrée					585		585
Dotations aux amortissements	Cumul des exercices antérieurs				230		230
	De l'exercice				104		104
	Totaux	-	-	-	334	-	334
Valeur nette		-	-	-	251	-	251

Engagements de crédit-bail et location longue durée (en K €)

Redevances		Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Totaux
Payées	Cumuls des exercices antérieurs				312		312
	De l'exercice				150		150
	Totaux	-	-	-	462	-	462
Restant à payer	à un an au plus				106		106
	à plus d'un an et cinq ans au plus				207		207
	à plus de cinq ans				-		-
	Totaux	-	-	-	312	-	312
Valeur résiduelle	à un an au plus				-		-
	à plus d'un an et cinq ans au plus				-		-
	à plus de cinq ans				-		-
	Totaux	-	-	-	-	-	-
Montant pris en charges dans l'exercice					151		151

Note 23. Comptes de régularisation passif

En K€	2019	2018
Produits constatés d'avance	4	24
Ecarts de conversion passif	238	29
Total	242	53

Note 24. Autres informations

Ventilation de l'effectif moyen par catégories	2019	2018
CADRES	108	112
AGENTS DE MAITRISE	23	26
EMPLOYES	31	33
OUVRIERS	3	3
Total	165	174

Note 25. Rémunérations des organes d'administration et de direction

En €	Organe d'Administration	Organe de Direction	Total
Rémunérations allouées au titre d'un mandat social		33 000	33 000
Jetons de présence		75 000	75 000
Engagements de retraite		-	-
Avances et crédits alloués		-	-

Note 26. Identité de la société consolidante

La société Vranken-Pommery Monopole est la société mère du groupe Vranken-Pommery Monopole et à ce titre, est l'entité consolidante.

Note 27. Honoraires des commissaires aux comptes

En €	2019	
	Mazars	Audit & Stratégie
Honoraires relatifs à la mission de certification	137 507	88 301
Honoraires relatifs à d'autres prestations	42 478	
Total	179 985	88 301

Note 28. Information sur les postes concernant les entreprises liées

En K€	MONTANT CONCERNANT LES ENTREPRISES	
	Postes	Liées
Participations (valeur brute)	-	344 279
Créances rattachées à des participations	-	25 358
Dépôts	248	139
Autres immobilisations financières	-	-
Créances clients et comptes rattachés	111	58 515
Autres créances	-	243 189
Emprunts et dettes financières divers	440	35 026
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	801	87 203
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	-	3 761
Produits de participation	-	4 934
Autres produits financiers	-	10 128
Charges financières	30	705

Note 29. Parties liées

Les principales transactions significatives réalisées avec les parties liées sont réputées conclues aux conditions normales de marché.